

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Gewissensprüfung, Militärorganisation
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Studien / Statistiken
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Barras, François
Benteli, Marianne
Burgos, Elie
Caretto, Brigitte
Clivaz, Romain
Füzesséry, Alexandre
Huguenet, François
Schnyder, Sébastien
Schubiger, Maximilian
Terribilini, Serge

Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Benteli, Marianne; Burgos, Elie; Caretti, Brigitte; Clivaz, Romain; Füzesséry, Alexandre; Huguenet, François; Schnyder, Sébastien; Schubiger, Maximilian; Terribilini, Serge 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Gewissensprüfung, Militärorganisation, Studien / Statistiken, 1990 - 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Landesverteidigung	1
Landesverteidigung und Gesellschaft	1
Militärorganisation	5
Zivildienst und Dienstverweigerung	5

Abkürzungsverzeichnis

VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
SiK-NR	Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates
GPK-NR	Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates
EU	Europäische Union
SDA	Sozialdienst der Armee
NATO	North Atlantic Treaty Organization
UMTS	Universal Mobile Telecommunications System
BIGA	Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
ETHZ	Eidgenössische Technische Hochschule Zürich
MFD	Militärischer Frauendienst
BWA	Bundesamt für Wirtschaft und Arbeit

DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
EPF	École polytechnique fédérale
CPS-CN	Commission de la politique de sécurité du Conseil national
CDG-CN	Commission de gestion du Conseil national
UE	Union européenne
SSA	Service social de l'armée
OTAN	L'Organisation du traité de l'Atlantique nord
UMTS	Universal Mobile Telecommunications System
OFIAMT	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
EPFZ	École polytechnique fédérale de Zürich
SFA	Service féminin de l'armée
OFDE	Office fédéral du développement économique et de l'emploi

Allgemeine Chronik

Landesverteidigung

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.03.2009
SÉBASTIEN SCHNYDER

Au mois de mars, les résultats de l'**enquête «Sécurité 2009»**, une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'École polytechnique fédérale de Zürich (EPFZ), ont été rendus publics. En 2009, le sentiment général de sécurité des Suisses a atteint le pic enregistré en 2008: 90% des personnes interrogées ont affirmé se sentir «très en sécurité» ou «plutôt en sécurité». Seul 1% des Suisses ne se sentaient «pas du tout en sécurité». En ce qui concerne les engagements militaires dans le cadre d'alliances et de l'ONU, les engagements dans le cadre de l'ONU ont continué à être plus soutenus qu'une coopération en matière de politique de sécurité dans le cadre de l'OTAN ou d'une armée européenne. Ainsi, le taux d'approbation des troupes suisses de promotion de la paix au profit de l'ONU était majoritaire (53% en 2009, soit -1% par rapport à 2008) mais restait toutefois en diminution constante, tandis qu'une augmentation du taux d'approbation d'un rapprochement avec l'OTAN s'est dessinée (38%, +4%) sans pour autant plébisciter une adhésion au traité lui-même (21%). La proportion d'avis favorable aux engagements armés à l'étranger a quant à elle diminué par rapport à l'année précédente (36%, -3%). Concernant les collaborations au sein de l'Europe, seule une minorité des sondés a souhaité que la Suisse participe à la constitution d'une armée européenne (24%) et les opinions restaient majoritairement favorables à des coopérations multiples avec des Etats européens même si la tendance était significativement à la baisse depuis 2001. En matière d'autonomie nationale, si une moitié des sondés a considéré que la Suisse ne devait compter que sur sa propre défense nationale (50%, -3%), une majorité d'entre eux a estimé que la sécurité nationale était de plus en plus influencée par d'autres Etats (52%, 0%). Au demeurant, l'utilité de l'armée s'est elle renforcée par rapport à l'année précédente. Ainsi, une forte majorité des personnes interrogées était d'avis que l'armée était «absolument indispensable» ou «plutôt indispensable» (75%, +6%). Seul 13% des personnes sondées ont estimé que l'on pouvait supprimer l'armée. Le nombre de partisans d'une armée de métier est resté stable après le recul recensé l'année précédente (42%, +1%). Ils étaient de la sorte sensiblement moins nombreux que les partisans d'une armée de milice (51%, 0%). Par ailleurs, le nombre des sympathisants de la suppression de l'obligation de servir et de l'introduction d'un service militaire volontaire a enregistré un léger renforcement par rapport à 2008, de 42% à 44%. L'obligation de servir restait toutefois plus forte (47%). Depuis plusieurs années, la tendance indiquait que le budget alloué à l'armée était estimé trop élevé. Cependant, pour la première fois, une plus forte proportion des sondés a considéré les dépenses de l'armée «raisonnables» (46%, +4%) par rapport à ceux qui les ont jugées trop élevées (40%, -5%). L'efficacité de l'armée a été évaluée pour l'année sous revue par l'échantillon représentatif de la population suisse comme cela l'avait été fait en 1995, 1998 et 2003. Il en est ressorti que malgré une estimation positive de l'équipement (74%) et de l'instruction (59%), une minorité des sondés ont jugé la motivation des militaires comme «bonne» ou «plutôt bonne» (41%). Finalement, en comparaison avec les moyennes des années 1995 à 2009, l'armée a obtenu de moins bons résultats en terme de confiance de la part des sondés bien qu'ils lui aient accordé une confiance considérée comme moyenne.¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Les résultats de l'**enquête «Sécurité 2010»**, une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'École polytechnique fédérale de Zürich (EPFZ), ont été rendus publics. Les personnes interrogées se sentent un peu moins en sécurité que l'année précédente. Seules 88% d'entre elles se déclarent sereines et optimistes concernant la sécurité personnelle et seulement 69% le sont au sujet de l'avenir du pays. Pareillement, 48% d'entre elles estiment que la situation internationale ne changerait pas. S'agissant de l'armée, 74% des sondés estiment que l'armée est nécessaire et 71% d'entre eux considèrent qu'il est utile qu'elle soit bien instruite et bien équipée. Toutefois, 46% la jugent trop volumineuse. La moitié des personnes interrogées estiment encore que le budget de la Défense doit se maintenir au même niveau que les années précédentes, alors qu'un cinquième juge qu'il doit augmenter et un autre cinquième qu'il doit diminuer. Par ailleurs, le modèle de l'armée de milice est soutenu par 50% des sondés alors que celui d'une armée professionnelle par 44%. La suppression de l'obligation générale de servir a été défendue par 45% des personnes consultées (+1% par rapport à

2009). Au demeurant, les sondés semblent méfiants face aux engagements à l'étranger, seulement 56% d'entre eux les ont approuvés. A ce sujet, ils ne sont pas unanimes concernant les questions touchant le nombre, l'utilisation des armes, ainsi que l'impact sur la neutralité et la solidarité internationale. Les rapprochements politiques avec l'UE et l'OTAN sont vus avec scepticisme. Ils sont exclusivement appuyés par respectivement 50% et 40% de la population interrogée. Les adhésions à ces mêmes organisations ne sont soutenues respectivement que par 31% et 21% des citoyens consultés. Ainsi, leur majorité semble souhaiter le maintien d'une collaboration internationale sans lien institutionnel qui touche à la souveraineté helvétique. Du reste, 72% des personnes interrogées sont favorables au libre choix entre le service civil et militaire et 59% d'entre elles considèrent nécessaire de devoir justifier l'incorporation au service civil par des problèmes de conscience. Finalement, si la confiance en l'armée a augmenté de 0,2% par rapport à 2009, elle reste modeste tout en étant au-dessous de la moyenne des années précédentes.²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2011
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die **Jahresstudie „Sicherheit“**, die von der Militärakademie an der ETH Zürich und dem Center for Security Studies (CSS) jeweils gemeinsam publiziert wird, dient der Ermittlung der Meinungsbildung in den Bereichen Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik in der Schweiz. Aus der Studie 2011 ging hervor, dass sich die Schweizerinnen und Schweizer überwiegend sicher fühlen. Der Anteil jener, die sich «sehr» sicher fühlen, betrug 34% und nahm damit gegenüber dem Vorjahr um 5 Prozentpunkte zu. Weitere 56% der Befragten fühlen sich «eher» sicher. Die grösste Veränderung liess sich jedoch in der generellen Zukunftsvision feststellen. Der Optimismus im Hinblick auf die zukünftige Entwicklung der Schweiz stieg im Berichtsjahr stark an. Eine grosse Mehrheit von 84% beurteilte die Zukunft des Landes als positiv – 15 Prozentpunkte mehr als im Vorjahr. Dies ist der höchste ermittelte Wert seit Beginn dieser Erhebungsreihe. Eine militärische Bedrohung der Schweiz wurde von den befragten Schweizerinnen und Schweizern kaum befürchtet: Auf einer Zehnerskala (1= überhaupt keine militärische Bedrohung und 10 = sehr grosse Bedrohung) lag die Wahrnehmung einer Bedrohung im Februar 2011 im Mittel bei 2,6. 61% der Befragten gaben an, keine (1) oder kaum eine (2) militärische Bedrohung wahrzunehmen. Darüber hinaus wurde auch das Vertrauen in Behörden und Institutionen erhoben. Dabei lag, wie in den Jahren zuvor, die Polizei an der Spitze, während beispielsweise das Vertrauen in die Armee mittlere Werte erreichte. Die Einstellungen variierten aber je nach Geschlecht, Alter und politischer Einstellung der Befragten. Das Verhältnis zwischen Gesellschaft und Armee lässt sich zu einem gewissen Grad auch am Kenntnisstand der Stimmbewölkerung in Bezug auf die Auslandseinsätze der Streitkräfte abbilden. Dieser erwies sich laut dem Jahresbericht als gering. Der Swisscoy-Einsatz im Kosovo war der bekannteste, wobei 33% der Befragtenangaben, wichtige oder einige Fakten zu kennen. Dieser Einsatz wurde positiv wahrgenommen (48% beurteilten diesen als Erfolg). Andere Einsätze der Schweizer Armee waren hingegen weniger bekannt. Als weiterer Indikator zur Messung des Verhältnisses der Schweizerinnen und Schweizer gegenüber der Armee wurde im Bericht „Sicherheit 2011“ die Einschätzung der Notwendigkeit und Bedeutsamkeit der Armee erhoben. Im Vergleich zum Vorjahr stieg die Zustimmung zur Notwendigkeit der Armee um 5 Prozentpunkte auf 79% an. Bemerkenswert war auch die Beurteilung seitens der 20 bis 29-Jährigen: Deren Meinung, die Armee sei «eher» oder «unbedingt» notwendig, stieg gegenüber 2010 um 15 Prozentpunkte an. In eine ähnliche Richtung ging die erstmals erhobene Einschätzung der Relevanz der Armee. 60% der Bevölkerung erachteten es als wichtig, eine starke Armee zu haben. Ebenfalls zum ersten Mal wurde die Zufriedenheit mit der Armee erhoben. Auf einer Skala von 1 bis 10 erreichte die Armee im Schnitt eine Bewertung von 6. Dabei gaben sich am meisten Personen mit der Katastrophenhilfe im Inland zufrieden (84%). Demgegenüber glaubten jedoch bloss 43% der Befragten an die Verteidigungsfähigkeit der Armee und lediglich 35% vertrauten auf einen erfolgreichen Schutz vor Terroranschlägen durch die Armee. Über die Frage, ob die Armee als Milizarmee oder als reine Berufsarmee ausgestaltet werden sollte, herrschte keine Einigkeit: 48% sprachen sich für eine Milizarmee aus, während 43% die Landesverteidigung eher in den Händen einer Berufsarmee sehen würden. In der Gruppe der 18 bis 29-Jährigen waren 57% eher für eine Berufsarmee. Das Prinzip der Wehrpflicht wurde mehrheitlich akzeptiert. Immerhin 38% der Schweizerinnen und Schweizer sprachen sich allerdings gegen die Wehrpflicht aus. 12% der Befragten sprachen sich für eine Abschaffung der Armee aus.³

Die Militärakademie der ETH hat 2015 wiederum zusammen mit dem Center for Security Studies die **Jahresstudie „Sicherheit“** publiziert. Die Autorinnen und Autoren stellten auch in diesem Jahr ein grundlegendes Gefühl der Sicherheit in der Schweizer Bevölkerung fest. Angst vor Bedrohungen wurde nur in geringem Mass erkannt und wenn, dann im Bereich der Datensicherheit oder bezüglich Cyber-Angriffen. Die Frage nach der Notwendigkeit der Armee wurde mit sehr hoher Zustimmung beantwortet und sogar die jüngste Alterskohorte befürwortete die Armee so deutlich wie noch nie in der dreissigjährigen Messperiode. Diese jüngeren Respondenten wiesen in dieser Periode einen Anstieg um 8 Prozentpunkte aus (74%; 2014: 66%). Insgesamt wurde auch das Modell der Milizarmee deutlich bejaht und einer reinen Berufsarmee vorgezogen, wobei bezüglich alternativer Dienstmodelle ambivalente Erkenntnisse gezogen werden mussten: Einerseits erhielt eine obligatorische Wehrpflicht nur für Männer eine hohe Zustimmung, andererseits sprachen sich ebenso viele Befragte gegen eine Umwandlung in eine obligatorische Dienstpflicht aus. Es konnten keine eindeutigen Schlüsse gezogen werden, ob ein Modell mit einer Dienstpflicht, die die Frauen mit einschliesst, auf Zustimmung stossen würde. Eine Wehrpflicht unter Miteinbezug weiblicher Dienstleistenden wurde mehrheitlich abgelehnt, so auch bezüglich der Ausweitung der Dienstpflicht für Ausländer. Einwohner ohne schweizerische Staatsbürgerschaft sollen gemäss dieser Meinungsumfrage auch nicht in den Zivil-, oder einen allfälligen Sozialdienst rekrutiert werden.

Bezüglich der Zufriedenheit mit der Armee wurde keine Veränderung gegenüber dem Vorjahr registriert. Sie verharrt auf durchschnittlich 6.3 Punkten auf einer Zehnerskala zwischen "überhaupt nicht zufrieden" und "sehr zufrieden". Was die Abschaffung der Wehrpflicht angeht, sprachen sich in der Selbsteinschätzung links Eingestellte und höher Gebildete stärker für eine solche aus. Weniger Gebildete und sich auf der Links-Rechts-Achse eher rechts einstufoende Befragte stützten die Wehrpflicht hingegen eher. Insgesamt ist die Zustimmung zur Abschaffung der Wehrpflicht gegenüber dem Vorjahr um einen Prozentpunkt auf 38% gestiegen. Abnehmend hingegen ist die Haltung, dass die Schweiz zu viel für die Verteidigung ausbebe. Dies empfanden noch 33% der Befragten (-4 Prozentpunkte). Dass dagegen mehr ausgegeben werden sollte, gaben 16% an, was einer pointierten Steigerung um 7 Prozentpunkte bedeutet. Die Milizarmee als Dienstmodell wird von einer Mehrheit von 58% gutgeheissen (-3 Prozentpunkte), dies bedeutet den dritthöchsten Wert seit 1995. Die dienstpflichtige Kohorte der jüngeren Befragten (20-29-jährige) zeigte sich einer Berufsarmee deutlich stärker zugetan als noch im Vorjahr (48%, + 5 Prozentpunkte). Die Bevölkerung fühle sich sehr sicher und schaue zuversichtlich in die Zukunft, schlossen die Herausgeber der Studie.⁴

Die **Jahresstudie „Sicherheit“**, von der Militärakademie der ETH in Zusammenarbeit mit dem Center for Security Studies herausgebracht, lieferte auch 2016 Befunde über das Sicherheitsempfinden der Schweizer Bevölkerung. Dieses sei hoch, jedoch gegenüber dem Vorjahr signifikant gesunken. 86% der Befragten fühlten sich sicher, was einer Einbusse um 5 Prozentpunkte bedeutete. 20% fühlten sich "sehr sicher" (-9 Prozentpunkte) und 66% fühlten sich "eher sicher" (+4 Prozentpunkte). Um 5 Prozentpunkte hat der Anteil jener zugenommen, die sich unsicher fühlen (neu 14%).

Bezüglich der Verteidigungspolitik zeigte sich auch 2016 eine hohe positive Einstellung in der Bevölkerung gegenüber der Armee. Die Zustimmung zur Frage nach der Notwendigkeit der Armee ist um 4 Prozentpunkte gestiegen und kommt auf 84%, so hoch wie seit 1983 nicht mehr. Weniger Support äusserten jüngere Befragte, aber auch sie hielten die Armee mehrheitlich für notwendig (74%, +/-0). Zulegen konnte die Armee bei der Bewertung der Zufriedenheit. Auf der seit 2011 verwendeten Zehnerskala stieg diese um 0,2 Punkte auf ein Mittel von 6,5 Punkten, womit ein Höchstwert verzeichnet wurde. Eine Abschaffung der Wehrpflicht ist weiterhin nicht mehrheitstauglich und die Zustimmung für eine solche Abschaffung nahm weiter ab (-4 Prozentpunkte, neu 34%). Dieser Wert ist im langjährigen Vergleich sehr tief. Die finanziellen Mittel, die für die Verteidigung aufgewendet werden, seien in einer guten Grössenordnung. Dies befanden 48% der Befragten, eine leichte Steigerung gegenüber dem Vorjahr (+1 Prozentpunkt). Sowohl eine Erhöhung, als auch eine Senkung der Verteidigungsausgaben verloren an Sukkurs. Die Ansicht, die Schweiz gebe zu viel Geld für ihre Armee aus, wurde seltener geäussert und der in dieser Studie hierzu gemessene Wert erreichte einen historischen Tiefstwert.

Die Frage nach der Ausgestaltung der Dienstpflicht wurde etwa gleich wie im Vorjahr beantwortet, wobei sich 57% für die Milizarmee aussprachen (-1 Prozentpunkt) und 38% eine Berufsarmee befürworteten (+2 Prozentpunkte). Die Altersgruppe der Dienstpflichtigen stand dabei etwas weniger unterstützend für die Berufsarmee ein, als noch vor Jahresfrist (46%, -2 Prozentpunkte).

Der langjährige Optimismus im Sicherheitsempfinden der Schweizerinnen und Schweizer wich im Untersuchungszeitraum einer etwas pessimistischeren Haltung. Geopolitische Entwicklungen wurden für diese Trendwende verantwortlich gemacht. Damit einher gehend wurden spezifische Massnahmen zur Wahrung der inneren Sicherheit stärker befürwortet, als in früheren Jahren. Überdurchschnittlich hoch blieb das Vertrauen in die Institutionen und Behörden. Tendenziell höhere Zustimmungswerte verzeichnete die Armee.⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.05.2017
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die **Jahresstudie „Sicherheit“** wurde auch 2017 von der ETH Zürich erstellt und publiziert. Diese unter Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern durchgeführte Umfrage brachte teilweise neue Erkenntnisse gegenüber dem Vorjahr. So fühlten sich 93 Prozent der Befragten sicher. Der Wert ist heuer um 7 Prozentpunkte gestiegen, das Sicherheitsempfinden ist damit so hoch wie noch nie. Ebenso schätzten mehr Befragte als im Vorjahr die Zukunft der Schweiz optimistisch ein. Mit 82 Prozent hat auch dieser Wert um 7 Prozentpunkte zugenommen.

Bezüglich der Zufriedenheit mit der Armee konnten die Studienautoren noch immer positive Werte ausweisen. 82 Prozent der Befragten gaben an, die Armee sei notwendig. Zwar entsprach dies einer leichten Abnahme gegenüber dem Vorjahr, jedoch verharrte der Wert gemessen am langjährigen Mittel der Studienreihe auf überdurchschnittlichem Niveau. Das Modell der Milizarmee wurde dabei noch immer favorisiert und von 59 Prozent der Respondentinnen und Respondenten unterstützt (+ 2 Prozentpunkte). Bei der Kohorte der Wehrpflichtigen, sprich der 20-29 Jährigen, war indes die Befürwortung einer Berufsarmee höher. Sie betrug 49 Prozent (eine leichte Zunahme um 1 Prozentpunkt gegenüber 2016) und lag um 12 Prozentpunkte höher als in der Gesamtstichprobe (37 Prozent, -1 Prozentpunkt). Im Einklang mit diesen Einschätzungen standen auch die Äusserungen zu den Armeeaussgaben, wobei gut die Hälfte der Befragten angab, diese seien genau richtig (49 Prozent), und gar 12 Prozent fanden, man könne noch mehr für die Verteidigung ausgeben. Gleichwohl befanden 34 Prozent der Befragten die Armeeaussgaben als zu hoch (+ 3 Prozentpunkte). Die Zustimmung zur Abschaffung der Armee erreichte im Befragungszeitraum einen unterdurchschnittlichen Wert: 36 Prozent der Befragten sprachen sich dafür aus, gut zwei Drittel waren also für das Beibehalten des Dienstpflichtmodells. Bei dieser Frage konnte eine deutliche ideologische Linie ausgemacht werden: Wer sich selber politisch eher als links einstuft, gab eher an, für die Abschaffung der Wehrpflicht zu sein (57 Prozent). Politisch rechts stehende gaben hingegen nur zu 22 Prozent an, die Wehrpflicht abschaffen zu wollen. Ebenfalls öffnete sich hierbei ein Röstigraben, da die Zustimmung zur Abschaffung der Wehrpflicht in der Romandie (50 Prozent) signifikant höher war als in der Deutschschweiz (32 Prozent). Ebenso zeigte sich eine Abstufung über die Altersgruppen hinweg: Je älter die Befragten waren, desto weniger Zuspruch erhielt das Postulat der Abschaffung der Wehrpflicht. Mit den Leistungen der Armee waren die Leute zufrieden: Auf einer Zehnerskala erhielt dieses Item den Wert 6.5, er befindet sich auf dem gleichen Niveau wie im Vorjahr.

Die Studie wurde im Januar 2017 bei 1'209 Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern telefonisch durchgeführt.⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.05.2018
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Man lebe in einer sicheren Schweiz, die armeefreundlich und wenig öffenungsbereit sei – dies das Kondensat der **Jahresstudie «Sicherheit»** 2018, die die Reihe der ETH Zürich und des Center for Security Studies (CSS) fortsetzt. Schweizerinnen und Schweizer fühlten sich noch sicherer als vor Jahresfrist; der Wert habe um 2 Prozentpunkte zugelegt und erreichte 95 Prozent. Bezüglich des Vertrauens der Befragten gab es erstmals einen Wandel, denn den Medien wurde 2018 mehr vertraut, als den Parteien. Erstere erreichten auf einer Zehnerskala den Wert 5.7, während die Parteien bei 5.4 verortet wurden. Ebenso liessen die Vertrauenswerte für das Parlament und für die Armee nach. Gleichwohl bleibt gemäss Aussage der Studienautoren die Einstellung gegenüber der Armee positiv. So gaben 81 Prozent an, die Armee sei notwendig, wobei die Milizarmee nach wie vor dem Modell einer Berufsarmee vorgezogen wird (Zustimmung von 56 Prozent). Auf Vorjahresniveau bewegten sich die Zufriedenheitswerte mit den Leistungen der Armee (6.3 auf der Zehnerskala, unverändert) und bezüglich der Verteidigungsausgaben, die gerade richtig seien (49 Prozent, ebenfalls unverändert).

Die Landesverteidigung in den Händen einer Milizarmee war also wiederum unbestritten. Wie stand es um die Ausgestaltung der Wehrpflicht? 36 Prozent sprachen sich für eine Abschaffung der Wehrpflicht aus, ein unveränderter Wert gegenüber der Vorjahresstudie. Seit 2013 zeigt sich jeweils, dass das Prinzip der Wehrpflicht wieder

gut in der Bevölkerung verankert ist.

Auch für die Studie 2018 wurden Anfang Jahr über 1200 Stimmberechtigte telefonisch befragt.⁷

Militärorganisation

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 29.02.1992
SERGE TERRIBILINI

Alors que les femmes bénéficient de **nouvelles possibilités au sein du SFA** (port du pistolet, accès à des écoles masculines) et que d'importantes campagnes d'information ont été mises sur pied, **le nombre de nouvelles inscriptions a poursuivi sa chute**. Il a connu son niveau le plus bas en 1991 avec 52 candidatures, contre 97 en 1990 et 650 en 1981. Selon le brigadier Eugénie Pollack, chef du SFA, cette évolution provient, d'une part, de la nouvelle situation internationale et, d'autre part, de la récession économique, les absences militaires devenant un handicap professionnel.⁸

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 24.01.1994
SERGE TERRIBILINI

Selon une étude de l'EPFZ menée auprès d'une centaine de chefs du personnel, **le rôle de la carrière militaire dans la trajectoire professionnelle civile perdrait de son importance**. Si la capacité de commandement acquise à l'armée n'est pas remise en cause, les absences répétées qu'exige l'accomplissement du service sont de plus en plus considérées comme un handicap.⁹

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 18.05.2000
FRANÇOIS BARRAS

Le développement tentaculaire de la téléphonie portable a eu des conséquences inattendues dans le programme des «avions-espions» développé par l'armée depuis 1995, au coût total de CHF 350 millions. Une étude rendue par le Groupement de l'armement (GDA) a démontré que les **28 drones** en question ne pourront voler pour cause d'incompatibilité avec les nouvelles ondes UMTS utilisées par les téléphones portables dès 2002. Une **adaptation de ces avions téléguidés** coûtera CHF 75 millions que le Conseil fédéral, après une mini-polémique, a inscrit au compte du budget de l'armement 2001, contre l'avis du DDPS qui souhaitait porter cette somme sur la mise aux enchères des nouvelles fréquences UMTS.¹⁰

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 03.06.2005
ELIE BURGOS

L'armée n'échappe pas à la précarité qui touche les jeunes en Suisse. **Le SSA a en effet lancé un cri d'alarme en début d'année**, pour sensibiliser notamment la CPS-CN aux difficultés financières que connaît un nombre croissant de recrues depuis trois ou quatre ans. En 2004, cinq recrues sur sept ont éprouvé des difficultés d'ordre financier au cours de leur école de recrues. Sur un total de 6400 cas environ durant cette année-là, le SSA a fourni une aide financière à 1700 recrues, pour un total de CHF 3.4 millions.¹¹

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 12.10.2006
ELIE BURGOS

En fin d'année, la Commission de gestion du Conseil national, au terme d'une longue enquête sur le terrain, a jugé que la situation de **crise de moral aiguë** qui secouait le **corps des militaires de carrière**, et qui est apparue de manière forte durant l'année sous revue, était inquiétante. Elle a par conséquent demandé au Conseil fédéral de prendre des mesures rapides afin de remédier à cela. A cet effet, la commission a notamment préconisé un réexamen critique d'Armée XXI.¹²

Zivildienst und Dienstverweigerung

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.12.1990
BRIGITTE CARETTI

En 1990, le nombre des réfractaires au service militaire cités devant les tribunaux s'est élevé à 581 (+10% par rapport à 1989).¹³

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.12.1991
SERGE TERRIBILINI

En 1991, le nombre de réfractaires au service militaire a singulièrement baissé par rapport à l'année précédente, puisqu'il s'est monté à 475 contre 581 en 1990. Ce chiffre est le plus bas depuis dix ans. Une centaine d'objecteurs, jugés selon le nouveau droit en la matière (réforme Barras) et ayant pu faire valoir des «valeurs éthiques fondamentales», ont été condamnés à effectuer des travaux d'intérêt général.¹⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1992
SERGE TERRIBILINI

En 1992, 433 militaires ont été jugés pour refus de servir, soit 42 de moins qu'en 1991. Sur ce total, 236 ont pu faire valoir des valeurs éthiques fondamentales. 221 d'entre eux ont été astreints à un travail d'utilité publique.¹⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1993
MARIANNE BENTELI

Im Berichtsjahr wurden 409 Dienstverweigerer verurteilt, 34 weniger als 1992. 268 von ihnen konnten ethische Gründe glaubhaft machen. In Anwendung der Barras-Reform wurden 249 davon zu einer Arbeitsleistung im öffentlichen Interesse verpflichtet und entgingen so einer Gefängnisstrafe, 18 wurden dem waffenlosen Dienst zugeteilt.¹⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1994
SERGE TERRIBILINI

Le nombre de réfractaires au service militaire a poursuivi sa diminution chutant à 239 en 1994 contre 409 en 1993. Il a ainsi atteint son niveau le plus bas depuis 1990 (681 cas). Seuls 76 d'entre eux furent incarcérés, alors que 162 ont pu faire valoir des valeurs éthiques fondamentales, ce qui a permis à la plupart (153) de bénéficier d'une astreinte à un travail d'intérêt général. Depuis l'entrée en vigueur de la réforme Barras, la part de réfractaires à qui des motifs éthiques ont été reconnus n'a cessé de croître, passant de 33.4% en 1990 à 67.8% en 1994.¹⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1995
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Le nombre de réfractaires au service militaire a légèrement augmenté, passant de 239 en 1994 à 256 en 1995. Sur l'ensemble de ces objecteurs de conscience, 79 ont été incarcérés (dont 17 pour des motifs politiques). 177 ont pu invoquer des raisons éthiques fondamentales, ce qui a permis à 168 d'entre eux d'accomplir un travail d'intérêt général, 9 devant accomplir un service militaire sans arme. La part des réfractaires auxquels des motifs éthiques ont été reconnus n'a pas cessé d'augmenter ces dernières années, passant de 33.4% en 1990 à 69.1% en 1995.¹⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1996
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Le nombre de réfractaires au service militaire a diminué de manière drastique, passant de 256 en 1995 à 96 en 1996. Sur 96 objecteurs condamnés, 48 ont pu invoquer des raisons éthiques fondamentales et ainsi effectuer un travail d'intérêt général ou un service militaire sans arme. Les 48 autres personnes ont été pour leur part incarcérées. La baisse spectaculaire du nombre d'objecteurs s'explique par l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le service civil en octobre. D'une part, en effet, les tribunaux militaires ont suspendu nombre de procédures dans l'attente de les transmettre en temps voulu aux nouvelles autorités compétentes. D'autre part, le Conseil fédéral a autorisé, fin 1995, les citoyens devant effectuer leur service militaire durant la période transitoire à repousser leurs obligations jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau régime.¹⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 24.12.1997
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Une année après l'entrée en vigueur en octobre 1996 de la loi dépénalisant l'objection de conscience, **2191 demandes d'admission au service civil ont été déposées** auprès de l'OFIAMT. Sur les 883 personnes dont la requête a déjà été traitée, 670 (75,8%) ont été reconnues comme objecteurs et en tant que telles admises au service civil. 213 cas se sont soldés par un refus, qui était le plus souvent motivé par l'incapacité des requérants à fonder leur objection de conscience. Les demandes motivées par le refus des principes d'ordre et d'obéissance de l'armée ont notamment été écartées. Fait surprenant, le nombre de personnes provenant de la Suisse romande a été inférieur à la moyenne nationale. Notons encore que l'afflux plus important que prévu de dossiers – on n'attendait pas plus de 1'000 requêtes – a provoqué des délais d'attente pouvant durer jusqu'à huit mois. Afin de traiter plus rapidement les demandes, du personnel supplémentaire a été engagé. La commission d'admission a vu quant à elle ses effectifs passer de 60 à 95 membres. Relevons que le CN avait pendant l'année transmis comme postulat une motion Alder (ps, SG) (Mo 97.3152) chargeant le gouvernement de remédier au problème des délais d'attente trop longs notamment par l'engagement de personnel supplémentaire.

En ce qui concerne **l'exécution du service civil**, celle-ci s'est, au dire de l'OFIAMT, **bien passée**. Les craintes selon lesquelles les associations seraient amenées à engager des «civilistes» à la place de personnes à la recherche d'un emploi se seraient notamment montrées infondées.²⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 28.11.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Deux ans après l'entrée en vigueur de la loi dépénalisant l'objection de conscience, **2'925 personnes ont accompli jusqu' en septembre leur service civil** auprès de 627 différents établissements d'affectation reconnus. Quelques 56% des 120'000 jours de service ont été effectués au cours de ces deux premières années dans le secteur social. Mille trois cents civilistes ont notamment été sollicités pour accueillir les réfugiés dans les cantons. C'est un peu plus de 100 demandes d'admission au service civil qui parviennent mensuellement à l'Office fédéral du développement économique et de l'emploi (OFDE) et 77,7% qui sont acceptées. Par contre, les taux varient de plus de 20 points d'un canton à l'autre et les délais de traitement des dossiers oscillent entre quatre et neuf mois.²¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 08.03.2002
ROMAIN CLIVAZ

Le Département fédéral de l'économie a publiée en mars les **chiffres 2001 des admissions au service civil**. Les candidatures ont **progressé de 16% et 7300 civilistes** ont accompli 220'000 jours de service. Sur les 1870 demandes, 1291 l'ont été par des germanophones, 518 par des francophones et 61 par des italophones. Le taux de refus s'est élevé à 20%. Les jours de service ont été accomplis dans les secteurs suivants : 59% dans le domaine social, 14% dans des activités de protection de l'environnement, 10% dans la conservation des biens culturels et la recherche, 9% dans la santé, 5% dans la coopération au développement et 3% dans l'agriculture.²²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.07.2003
ROMAIN CLIVAZ

Les chiffres des admissions au service civil durant l'année 2002 ont été publiés en mars de l'année sous revue par le Département fédéral de l'économie. Le seuil des 2000 (2051 exactement, en hausse de 10%) demandes annuelles a été franchi pour la première fois depuis son introduction. Ce sont 290'823 jours de service qui ont été accomplis dans des domaines aussi divers que les services sociaux (64%), l'environnement et l'entretien des forêts (11%), la conservation des biens culturels et la recherche (10%), la santé (7%), la coopération au développement et l'aide humanitaire (4%) et enfin l'agriculture (3%). L'exposition nationale Expo.02 a également bénéficié de l'apport de 470 civilistes qui ont accompli 35'600 jours de service. Il s'agissait notamment de tester l'engagement d'un grand nombre de personnes astreintes au service civil pour une mission de longue durée. La direction du Service civil a estimé que cette opération avait permis d'accomplir efficacement des tâches importantes dans l'intérêt de la communauté, et non seulement des affectations d'intérêt public émanant de particuliers. La 10'000ème personne astreinte au service civil, depuis son introduction 1996, a par ailleurs été admise au mois de juillet.²³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.03.2004
ELIE BURGOS

Les chiffres des **admissions au service civil durant l'année 2003** ont été publiés en mars de l'année sous revue par le Département fédéral de l'économie. Alors que les demandes d'admission ont dépassé le seuil des 2000 durant l'année 2002, cela grâce aux engagements effectués dans le cadre d'Expo.02, **1955 demandes d'admission** ont été déposées en 2003. Cela représente donc une diminution de 7%. En revanche, un cinquième d'auditions de plus ont été réalisées, ce qui a permis de réduire les délais d'attente en moyenne de deux mois. Les personnes astreintes au service civil ont accompli 331'186 jours de service en 2003, soit 14% de plus qu'en 2002. Les affectations, toujours très diverses, se sont réparties dans les domaines suivants : services sociaux (59%), protection de l'environnement et entretien des forêts (13%), conservation des biens culturels et recherche (11%), santé (8%), coopération au développement (5%) et agriculture (4%). Le nombre d'établissements d'affectation reconnus a par ailleurs augmenté de 4% en 2003 et se situait à la fin de l'année 2003 à 1221.²⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 24.07.2004
ELIE BURGOS

Malgré l'introduction de la nouvelle LSC, ces chiffres ne sauraient pourtant, dans l'état actuel des choses, masquer deux problèmes relatifs à ce type d'engagement. Le premier réside dans le fait que **le service civil reste**, en dépit les efforts d'information de l'Association suisse des civilistes, **un service de remplacement très méconnu par les jeunes**. Le second touche quant à lui à l'introduction même de la nouvelle loi fédérale : chaque établissement d'affectation qui engage un civiliste doit verser une contribution à la Confédération pour chaque jour accompli par celui-ci. Or, l'augmentation de cette contribution à partir du 1er juillet 2004, a suscité des **inquiétudes de la part d'un certain nombre d'organisations à but non lucratif** qui ont engagé des civilistes jusqu'alors, et qui craignent de ne plus pouvoir en engager à l'avenir, faute de

moyens.²⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.08.2005
ELIE BURGOS

Le nombre de demandes d'admission au service civil a régressé à nouveau. En 2005, 1656 requêtes ont été déposées, contre 1805 en 2004. Cette régression n'a cependant touché que la Suisse alémanique. Le nombre de demande d'admission est en effet resté stable en Suisse romande et au Tessin. Le Département fédéral de l'économie a attribué cela en partie au fait que le service civil est mieux ancré dans ces dernières régions qu'en Suisse alémanique, et que davantage de conscrits ont été déclarés inaptes au service militaire lors du recrutement.²⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2006
ELIE BURGOS

Après la baisse du nombre de demandes d'admission au service civil observée depuis 2003, celles-ci ont augmenté en 2006. Par rapport à l'année 2005, l'**augmentation a représenté environ 5.5%**, pour un total de 1752 demandes.²⁷

-
- 1) Lit. Szvircsev Tresch und Wenger (2009). Sicherheit 2009
 - 2) LT, 29.5.10.; Lit. Szvircsev Tresch und Wenger (2010). Sicherheit 2010.
 - 3) Lit. Szvircsev Tresch und Wenger (2011). Sicherheit 2011
 - 4) Jahresstudie Sicherheit 2015
 - 5) Jahresstudie Sicherheit 2016
 - 6) Jahresstudie Sicherheit 2017; Medienmitteilung Bundesrat vom 26.5.17; AZ, BaZ, Blick, NZZ, SGT, TG, 27.5.17
 - 7) Medienmitteilung Bundesrat vom 25.05.2018; Sicherheit 2018; CdT, 26.5.18; So-Bli, 27.5.18
 - 8) Presse du 29.2.92.
 - 9) Presse du 21.1.94; NZZ, 24.1.94.
 - 10) LT, 10.3 et 18.5.00.
 - 11) QJ et 24h, 19.2.05; NLZ, 25.2.05; NZZ, 3.6.05 (chiffres 2004). Communiqué de presse du DDPS, 17.3.06 (chiffres 2005).
 - 12) LT, 2.10.06; LT et NF, 12.10.06.
 - 13) Presse du 20.2.91.
 - 14) Presse du 21.2.92.
 - 15) Presse du 2.2.93.
 - 16) Presse vom 26.1.94.
 - 17) Presse du 24.1.95.
 - 18) Presse du 24.1.96.
 - 19) 24 Heures, 28.1.97; NZZ, 31.1.97.
 - 20) BO CN, 1997, p. 1473 s.; Presse des 15.7 et 14.10.97; JdG et Lib., 24.12.97.
 - 21) 24 Heures, 30.4.98; Lib., 19.11.98; NZZ et TG, 28.11.98.
 - 22) Communiqué de presse du DFE du 7.3.02; presse du 8.3.02.
 - 23) Communiqué de presse du DFE du 17.7.03.; Communiqué de presse du DFE du 3.3.03.
 - 24) Cf. APS 2003, p. 101.; Communiqué de presse du DFE, 25.3.04.
 - 25) 24h, 24.7.04.; 24h, 7.6.04.
 - 26) Communiqué de presse du DFE, 8.3.06 (chiffres 2005); LT et NZZ, 4.3.05 (chiffres 2004). LT, 26.8.05; NZZ, 29.8.05.
 - 27) Communiqué de presse du DFE, 12.2.07.